

Document

Relevons le défi de l'emploi avec les patrons qui s'engagent par F. Chérèque.

(liberation.fr)

23 décembre 2011

Neuf dirigeants de multinationales françaises viennent de prendre un engagement public à agir dans leurs entreprises pour le développement économique et social de la France (le Monde du 7 décembre). Dans la période actuelle, qui conduit au repli et à une certaine résignation, cette initiative n'est pas banale.

Nous affrontons une crise particulièrement grave dont la conséquence la plus alarmante sur le plan social est l'accroissement du chômage et, plus préoccupant encore, la difficulté des jeunes d'accéder à l'emploi. Ce gâchis social et économique pousse des milliers de jeunes à s'indigner face à l'avenir qu'on ne leur propose pas. Cette crise met à mal nos protections sociales ; elle précarise les plus précaires, appauvrit les plus pauvres.

Quand on examine la situation des entreprises du CAC 40, ce qui saute aux yeux c'est la bonne santé financière et économique de la plupart d'entre elles, même si ce n'est pas le cas dans quelques secteurs en mutation profonde. Cette bonne santé tient de plus en plus à leur activité dans les pays émergents et au développement économique de ceux-ci. Cette activité internationale qui est, en soi, une bonne chose dans une économie ouverte doit être un moyen de consolider l'emploi en France. Les entreprises du CAC 40 se caractérisent aussi par un ensemble de conditions sociales de leurs salariés assez largement au-dessus de la moyenne, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de leurs fournisseurs et sous-traitants pourtant indispensables à leur activité.

Dans ce contexte difficile, la CFDT ne peut que se réjouir de voir les patrons de ces entreprises considérer que l'avenir du pays fait partie de leur responsabilité et de vouloir l'assumer en choisissant les bons thèmes pour leurs engagements. Favoriser l'emploi des jeunes en privilégiant ceux qui sont le plus en difficulté, en développant l'alternance au-delà des besoins stricts de l'entreprise est vital si l'on refuse d'accepter qu'une génération soit sacrifiée. Développer l'employabilité de tous les salariés favorise leur parcours professionnel et permet les mobilités positives qui vont être au cœur des mutations économiques et industrielles futures. Promouvoir des politiques de coopération entre grands groupes et PME est nécessaire à la croissance de ces dernières et à l'organisation de filières, ce qui est une des clés du développement industriel, comme en atteste la réussite allemande. C'est aussi une condition pour tourner le dos aux pratiques trop fréquentes où le sous-traitant est tenu de répondre aux exigences de coût et de délai, au prix de conditions de travail et d'emploi dégradées pour les salariés.

Après avoir salué la démarche, reste la question principale : s'agit-il là d'un coup de pub destiné à redorer le blason des grandes entreprises ou d'un engagement déterminé à changer les choses ? La première hypothèse serait catastrophique et, si elle se vérifiait, reviendrait en boomerang interpellé les initiateurs. Il n'y a selon nous qu'une manière d'assurer qu'il s'agit bien de la seconde : que, dans chacune des neuf entreprises, les directions entament avec les organisations syndicales un dialogue débouchant sur la mise en œuvre concrète de ces engagements. Dans ce cas, la CFDT saura répondre présent et sera force de proposition, exigeante sur les modalités et l'évaluation de ces engagements.

Neuf entreprises qui s'engagent, c'est positif, cela doit en appeler d'autres à le faire. On ne relèvera les défis économiques et sociaux auxquels notre pays est confronté que si chaque entreprise assume ses responsabilités. Alors que la dégradation de la situation économique risque de s'accompagner d'une nouvelle dégradation de l'emploi, faire de la dimension sociale un enjeu pour la pérennité de l'entreprise et le développement du pays est vital. Cela devrait être la ligne directrice de la stratégie des entreprises. Cela suppose aussi que les organisations patronales fassent preuve d'audace et d'engagement. Nous devons, partenaires sociaux, organisations syndicales et patronales, démontrer que ces défis sont les nôtres et que nous nous y attelons.